



N° 21-004-X au catalogue

L'agriculture canadienne en 2008 : vue d'ensemble des événements clés

par Bishnu Saha et Verna Mitura, Statistique Canada

Division de l'agriculture
12^e plancher, Immeuble Jean-Talon
170, Promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Novembre 2009

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole est une publication hors série de la Division de l'agriculture de Statistique Canada. Elle renferme des articles mettant en lumière des renseignements statistiques ayant pour thème l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Les points de vue sur les politiques, qu'ils soient formulés explicitement, inférés ou interprétés à partir du contenu de cet article, ne reflètent pas les points de vue de Statistique Canada ou d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'analyse et l'interprétation des données sont la responsabilité de l'auteur ou des auteurs.

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole

ISSN 1481-9007

Rédacteurs : Verna Mitura et Bishnu Saha

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à :

Courriel : agriculture@statcan.gc.ca

Téléphone (sans frais) : 1 800 465 1991

Télécopieur : (613) 951-3868

Le produit n° 21-004-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes suivantes des commentaires qu'elles nous ont fournis lors de la révision de cet article : Wayne Smith, Marcelle Dion, Namatié Traoré, Jeffrey Smith, Yvan Gervais, Paul Murray, Marco Morin, Gabriella Martello, Marc Prud'homme, Anne Couillard, Stephen Boyd et Danny Leung de Statistique Canada. Nous tenons aussi à remercier Geneviève Madore et Josée Bourdeau pour leur aide à la préparation de cette publication.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans la publication :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour toute période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P préliminaire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la [Loi sur la statistique](#)
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

L'agriculture en 2008 : vue d'ensemble des événements clés

Introduction

L'incertitude dans les marchés des produits de base a entraîné de grandes fluctuations des prix des céréales et des oléagineux en 2008. Cependant, les prix annuels moyens des céréales et des oléagineux sont demeurés à des niveaux beaucoup plus élevés que ceux de 2007. En ce qui a trait aux quantités produites et aux rendements, l'année 2008 a été très fructueuse pour les producteurs canadiens de céréales et d'oléagineux. Une récolte abondante de céréales et d'oléagineux et la hausse des prix moyens en 2008 ont concouru à faire augmenter les recettes monétaires agricoles.

En 2008, les prix des engrais et du carburant ont continué d'augmenter par suite de la hausse des prix du pétrole brut. Par conséquent, les parts que représentaient les dépenses pour les aliments pour animaux, l'engrais et le carburant dans les dépenses d'exploitation agricole totales ont continué à augmenter. Les éleveurs du bétail ont encore été confrontés à une baisse des revenus en 2008, et ce, alors qu'ils devaient composer avec la hausse des coûts des intrants. En outre, la mise en œuvre de la réglementation sur l'étiquetage obligatoire du pays d'origine aux États-Unis a créé un climat d'incertitude dans le secteur des exportations de bétail. Par contre, l'excédent commercial des produits de l'agriculture et de la pêche ont connu une hausse substantielle, attribuable à la force des exportations de blé, de canola, d'orge et de viande.

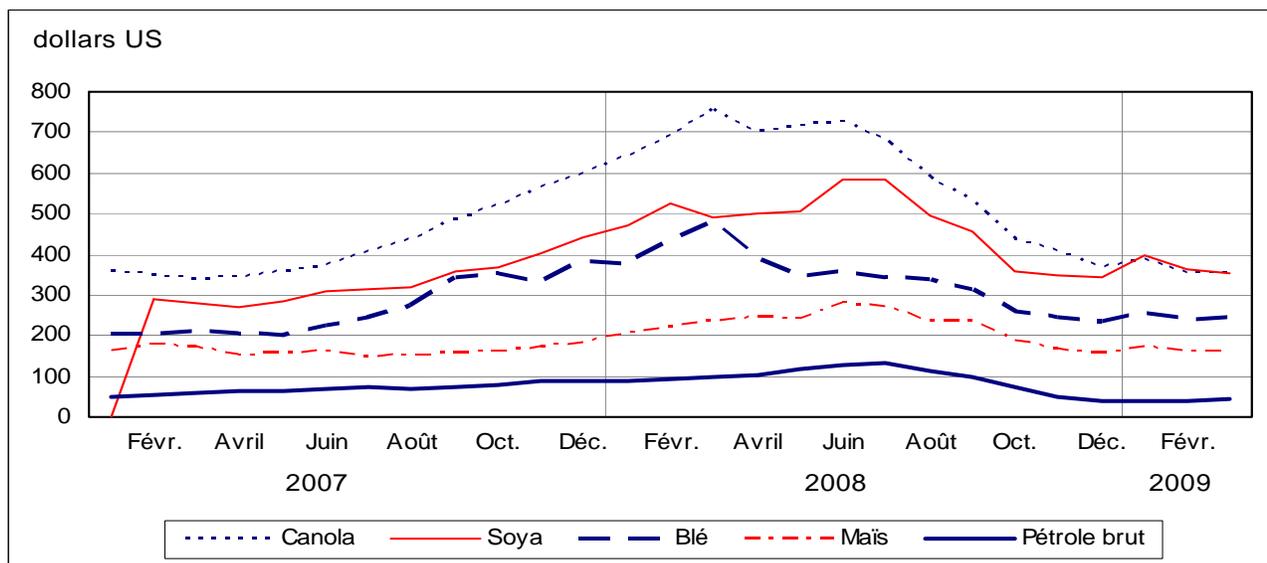
Dans le secteur de l'alimentation, des enjeux reliées à la salubrité des aliments ont été amenés à l'avant-scène à la suite de l'épidémie de listériose causée par de la viande contaminée, des contaminations de produits alimentaires par la salmonelle et par la bactérie *E. coli* et de la présence de mélamine dans certains produits laitiers. Suivant la tendance à la hausse des prix des céréales, les prix de détail canadiens du riz et des produits alimentaires à base de blé, tels que la farine, le pain et les pâtes alimentaires, ont affiché une hausse importante en 2008.

1 Les cultures et les fluctuations des prix du carburant

La faiblesse des stocks mondiaux de céréales et d'oléagineux et l'augmentation de la demande pour le maïs, le soya et le canola dans l'industrie du biocarburant ont été les principaux facteurs à l'origine de la hausse rapide des prix, particulièrement au deuxième semestre de 2007 (figure 1). Les prix des céréales et des oléagineux sur les marchés mondiaux ont poursuivi leur tendance à la hausse au cours du premier trimestre de 2008, pour ensuite fluctuer entre avril et août influencés par des facteurs tels que la production et les attentes du marché.

La montée rapide des prix du pétrole brut en 2007 s'est encore accélérée pendant le premier semestre de 2008 pour atteindre un sommet de 145 USD/baril pendant la deuxième semaine de juillet. Les prix des engrais, du diesel et du combustible de chauffage ont grimpé considérablement, portés par la hausse des prix du pétrole brut.

Figure 1 Prix des produits de base sur le marché mondial, janvier 2007 à mars 2009



Nota : Févr. = Février; Oct. = Octobre; Déc. = Décembre.

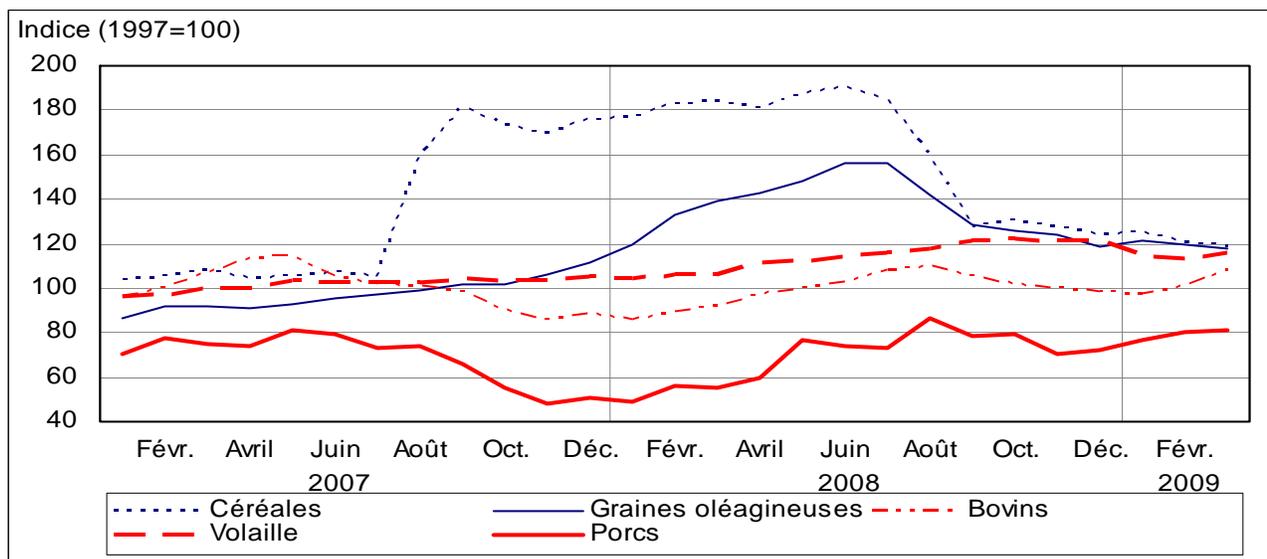
Les prix des céréales et des oléagineux sont les moyennes mensuelles des prix hebdomadaires, en dollars américains la tonne métrique, et les prix du pétrole brut sont les moyennes mensuelles des prix hebdomadaires en dollars américains le baril.

Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Base de données internationale sur les prix des produits de base, 2008; Energy Information Administration des Etats-Unis, juillet 2008.

Les prix du pétrole brut ont commencé à chuter rapidement en août 2008 et ont terminé l'année à 36 USD/baril, soit environ au quart du niveau record atteint en juillet 2008. Les prix des céréales et des oléagineux sur le marché mondial ont également commencé à fléchir au troisième trimestre de 2008 avant de rejoindre, à la fin de l'année, un niveau s'approchant de celui qu'ils avaient atteint au milieu de 2007.

Sur les marchés intérieurs canadiens, par contre, la tendance à la hausse des prix des céréales et des oléagineux s'est poursuivie jusqu'au milieu de 2008, avant de connaître une chute au troisième trimestre (figure 2) de la même année. Les prix ont continué de baisser, mais à un rythme beaucoup plus lent au cours du quatrième trimestre. À la fin de 2008, les prix des céréales avaient enregistré une baisse de 29,6 % et les prix des oléagineux une hausse de 6,2 % par rapport à la même période en 2007.

Figure 2 Indices des prix des produits agricoles, Canada, janvier 2007 à mars 2009



Nota : Févr. = Février; Oct. = Octobre; Déc. = Décembre.

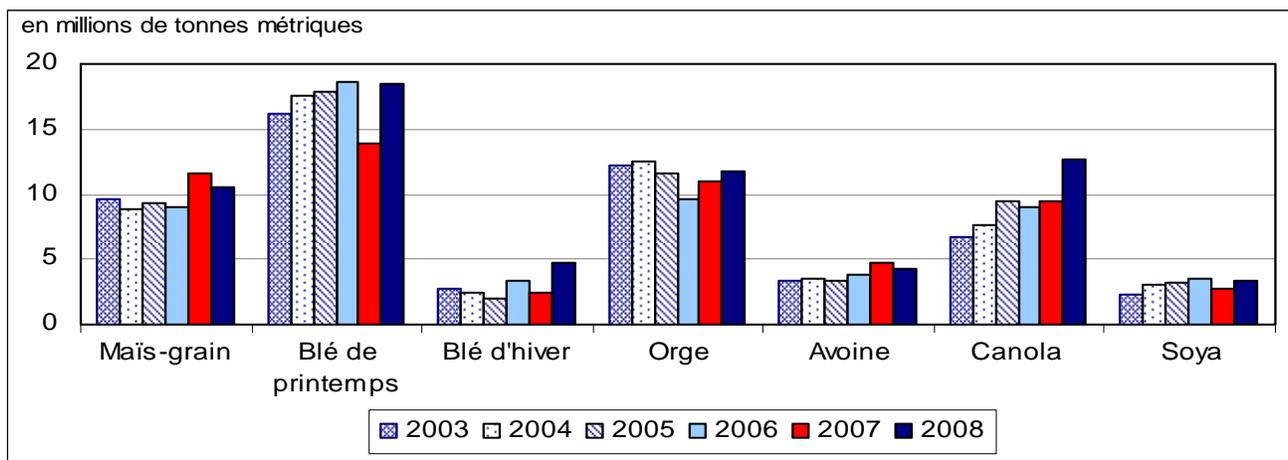
Les bovins incluent les veaux.

Source : Statistique Canada, Indice des prix des produits agricoles (IPPA), mensuel (indice, 1997=100), tableau 002-0021 dans CANSIM.

2 Augmentation de rendements des cultures : l'année de récolte a été bonne pour les producteurs de céréales et d'oléagineux

En ce qui a trait aux quantités produites et aux rendements, l'année 2008 a été très fructueuse pour les producteurs de céréales et d'oléagineux canadiens. La production de canola dans les provinces des Prairies est passée à 12,6 millions de tonnes métriques, soit une augmentation de 31,7 % par rapport au précédent sommet de production de 9,6 million de tonnes métriques atteint en 2007 (figure 3). La production de soya en Ontario et au Québec, où plus de 90 % du soya du Canada est cultivé, a grimpé de 23,7 % pour atteindre 3,3 millions de tonnes métriques, frôlant ainsi le record de production de 3,5 millions de tonnes métriques établi en 2006. La production de pois secs de grande culture dans les Prairies a atteint un sommet de 3,6 millions de tonnes métriques en 2008.

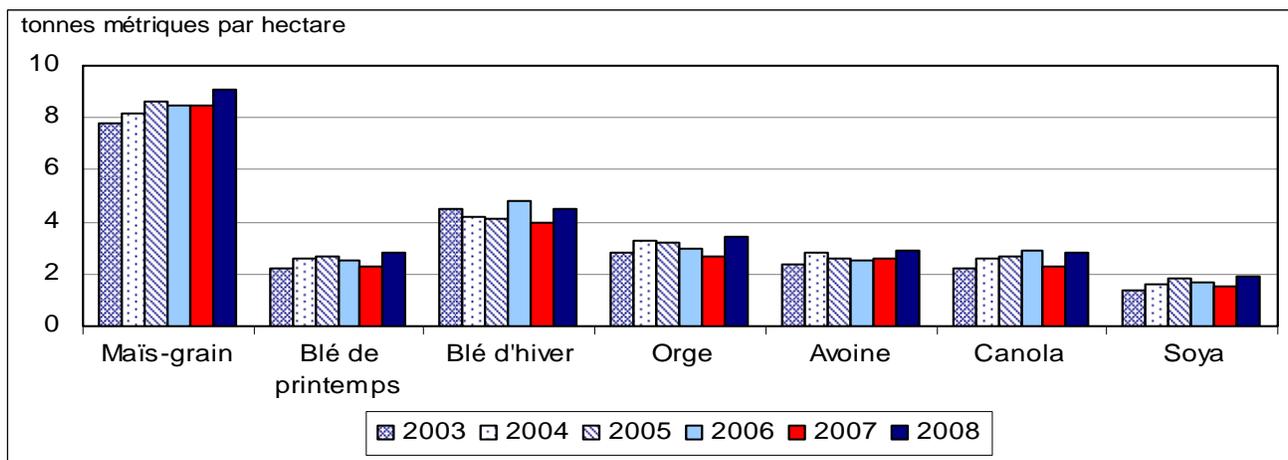
Figure 3 Production totale des principales grandes cultures, Canada, 2003 à 2008



Source : Statistique Canada, Estimation de la superficie, du rendement, de la production et du prix moyen à la ferme des principales grandes cultures, en unités métriques, annuel, tableau 001-0010 dans CANSIM.

L'année 2008 a également été caractérisée par des rendements moyens records de blé de printemps, d'orge, de canola et d'avoine dans les provinces des Prairies, et de maïs-grain en Ontario. Les rendements de blé d'hiver et de soya ont tous deux affiché une hausse de 21,7 % par rapport à 2007 (figure 4). En 2008, les producteurs canadiens de céréales et d'oléagineux ont bénéficié de ces rendements et de cette production plus élevés, de la bonne qualité des cultures et de l'augmentation des prix du marché.

Figure 4 Rendements moyens des principales grandes cultures, Canada, 2003 à 2008



Source : Statistique Canada, Estimation de la superficie, du rendement, de la production et du prix moyen à la ferme des principales grandes cultures, en unités métriques, annuel, tableau 001-0010 dans CANSIM.

3 Les recettes monétaires agricoles totales et les dépenses d'exploitation ont augmenté

Une récolte abondante de céréales et d'oléagineux et la hausse des prix moyens en 2008 ont concouru à faire augmenter les recettes monétaires agricoles. Les recettes monétaires agricoles totales¹ pour le Canada, qui se sont élevées à 41,1 milliards de dollars (en dollars constants de 2002), ont connu une hausse de 10,9 par rapport à 2007 (tableau 1). La presque totalité de cette augmentation (96,2 %) a été attribuable aux recettes des cultures. Toutes les provinces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, ont affiché une augmentation en 2008. La Saskatchewan a enregistré la plus forte croissance, suivie de l'Alberta. En 2008, les recettes monétaires agricoles de la Saskatchewan étaient de 20,0 % supérieures à celles de 2007. L'Alberta a enregistré la hausse de pourcentage de 13,5 %.

Tableau 1 Recettes monétaires agricoles totales¹, Canada et provinces, 2003 à 2008

Géographie	Recettes monétaires agricoles totales (en dollars constants de 2002 en millions)						% de variation
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	de 2007 à 2008
Terre-Neuve-et-Labrador	80	84	85	90	97	103	6,4
Île-du-Prince-Édouard	348	337	354	354	351	349	-0,6
Nouvelle-Écosse	413	440	443	440	417	425	1,8
Nouveau-Brunswick	403	406	415	427	409	430	5,2
Québec	5 802	6 072	5 898	5 836	6 289	6 713	6,7
Ontario	8 227	8 283	8 447	8 236	8 460	9 158	8,2
Manitoba	3 456	3 716	3 606	3 429	3 941	4 211	6,9
Saskatchewan	5 631	5 676	5 886	6 164	7 040	8 445	20,0
Alberta	6 949	7 720	7 446	7 266	7 895	8 960	13,5
Colombie-Britannique	2 200	2 273	2 249	2 129	2 201	2 339	6,3
Canada	33 508	35 008	34 828	34 372	37 101	41 134	10,9

1. En dollars constants de 2002.

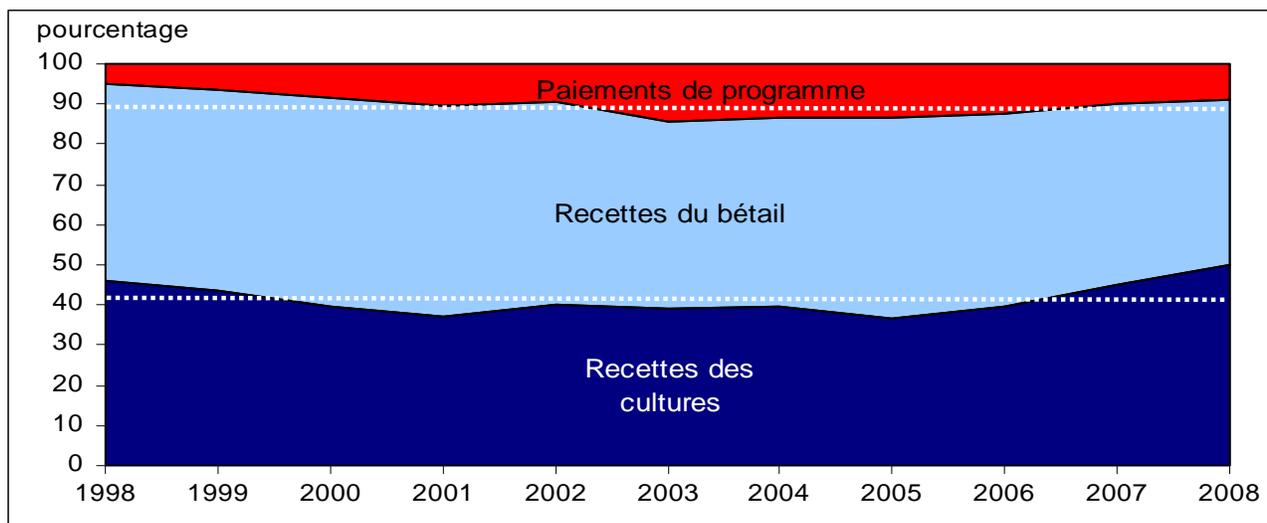
Nota : Il se peut que la somme des chiffres des provinces ne corresponde pas au total pour le Canada parce qu'ils ont été arrondis. L'IPC fondamental (2002=100) a été utilisé pour déflater les recettes exprimées en dollars courants en dollars constants.

Source : Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles, annuel, tableau 002-0001 dans CANSIM.

Une récolte abondante et l'augmentation des prix ont entraîné à la hausse la part que représentaient les recettes des cultures dans les recettes monétaires agricoles totales en 2008 (figure 5). La part des recettes totales des cultures en 2008 était de 5,0 points de pourcentage plus élevée qu'en 2007, tandis que les part des recettes du bétail et des paiements de programme ont reculé respectivement de 3,9 % et de 1,1 points de pourcentage par rapport à 2007.

1. Les recettes monétaires agricoles totales comprennent les recettes du marché et les paiements de programme.

Figure 5 Répartition des recettes monétaires agricoles totales selon la source, Canada, 1998 à 2008

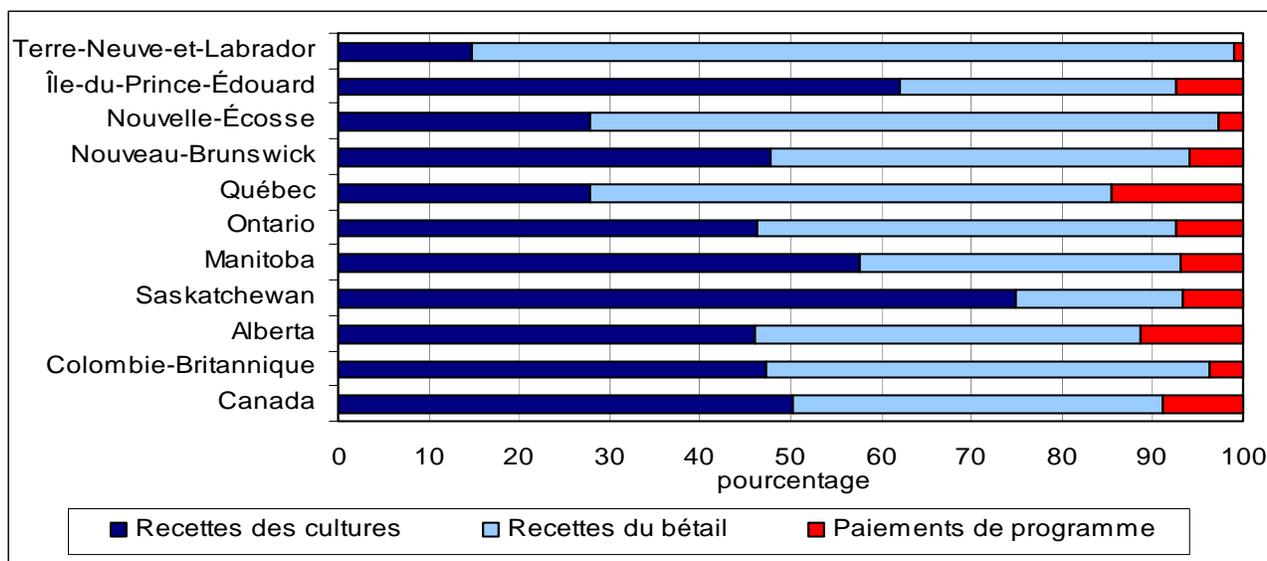


Nota : La ligne blanche pointillée qui traverse le graphique représente les répartitions en fonction des moyennes décennales (1998 à 2007).

Source : Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles, annuel, tableau 002-0001 dans CANSIM.

À l'échelon provincial, la Saskatchewan a enregistré la plus forte proportion de recettes des cultures (74,9 %) par rapport aux recettes monétaires totales en 2008, suivie de l'Île-du-Prince-Édouard (figure 6). Terre-Neuve-et-Labrador détenait la plus grande part des recettes du bétail, suivie de la Nouvelle-Écosse, tandis que la plus grande part des paiements de programme était détenue par le Québec, suivi de l'Alberta.

Figure 6 Répartition des recettes monétaires agricoles totales selon la source, Canada et provinces, 2008



Source : Statistique Canada, Recettes monétaires agricoles, annuel, tableau 002-0001 dans CANSIM.

Le total des dépenses d'exploitation agricole² en dollars constants de 2002 a progressé de 9,2 % de 2007 à 2008, passant de 30,9 milliards de dollars à 33,7 milliards de dollars (tableau 2). Les dépenses d'exploitation agricole ont augmenté dans toutes les provinces en 2008 : la Saskatchewan a connu le taux d'augmentation le plus élevé, suivie de l'Alberta et du Manitoba. Les dépenses d'exploitation agricole de la Saskatchewan en 2008 étaient en hausse de 14,5 % par rapport à 2007. En Alberta et au Manitoba, les dépenses ont grimpé respectivement de 10,9 % et de 10,7 % par rapport à 2007. Les hausses des dépenses d'exploitation agricole ont été principalement attribuables à l'augmentation des prix des aliments pour animaux, des engrais et du carburant.

Tableau 2 Total des dépenses d'exploitation agricole brutes¹, Canada et provinces, 2003 à 2008

Géographie	Total des dépenses d'exploitation brutes (en dollars constants de 2002 en millions)						% de variation
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2007 à 2008
Terre-Neuve-et-Labrador	74	75	75	80	87	95	9,4
Île-du-Prince-Édouard	291	294	294	301	308	331	7,4
Nouvelle-Écosse	359	352	349	356	365	375	2,8
Nouveau-Brunswick	342	338	341	348	353	371	5,0
Québec	4 755	4 829	4 713	4 819	5 149	5 450	5,9
Ontario	7 020	6 965	7 002	7 068	7 346	7 863	7,0
Manitoba	2 974	2 987	2 873	3 012	3 242	3 589	10,7
Saskatchewan	4 824	4 709	4 872	4 906	5 336	6 108	14,5
Alberta	6 200	6 025	6 245	6 328	6 677	7 402	10,9
Colombie-Britannique	1 876	1 866	1 927	1 935	2 010	2 129	5,9
Canada	28 713	28 440	28 692	29 153	30 873	33 712	9,2

1. En dollars constants de 2002.

Nota : Il se peut que la somme des chiffres des provinces ne corresponde pas au total pour le Canada parce qu'ils ont été arrondis. L'IPC fondamental (2002=100) a été utilisé pour déflater les recettes exprimées en dollars courants en dollars constants.

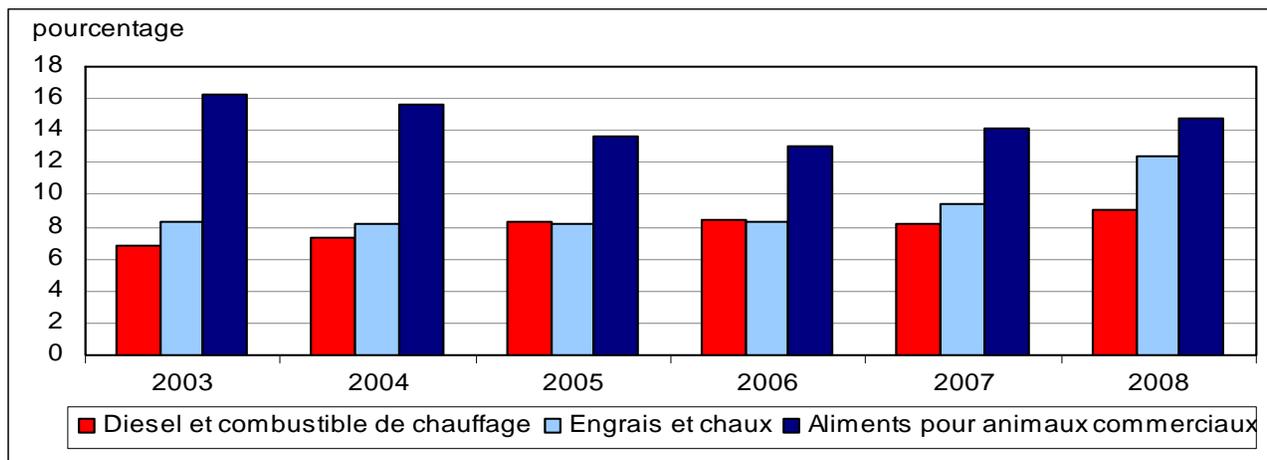
Source : Statistique Canada, Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, tableau 002-0005 dans CANSIM.

4 Hausse des dépenses pour les aliments pour animaux, les engrais et le carburant

Les aliments pour animaux, les engrais et le carburant (diesel et combustible de chauffage) sont des intrants essentiels à la production agricole et représentent ensemble environ un tiers des dépenses d'exploitation agricole totale au Canada. En 2008, les prix des engrais et du carburant ont augmenté par suite de la hausse des prix du pétrole brut, ainsi, la part que représentaient les dépenses pour les engrais et le carburant dans les dépenses d'exploitation totales était de 4,4 points de pourcentage plus élevée qu'en 2007 (figure 7). Une récolte abondante et la hausse des prix des céréales et des oléagineux ont aidé les producteurs de cultures à compenser pour l'augmentation des coûts des intrants. Quant à eux, les producteurs de bétail ont eu à composer avec les faibles prix du bétail et avec une baisse des ventes tout étant aux prises avec la hausse des dépenses pour les aliments et du carburant.

2. Les dépenses d'exploitation agricole totales ne comprennent ni l'amortissement ni les remises.

Figure 7 Dépenses pour les aliments pour animaux, les engrais et le carburant exprimées comme proportion des dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2003 à 2008



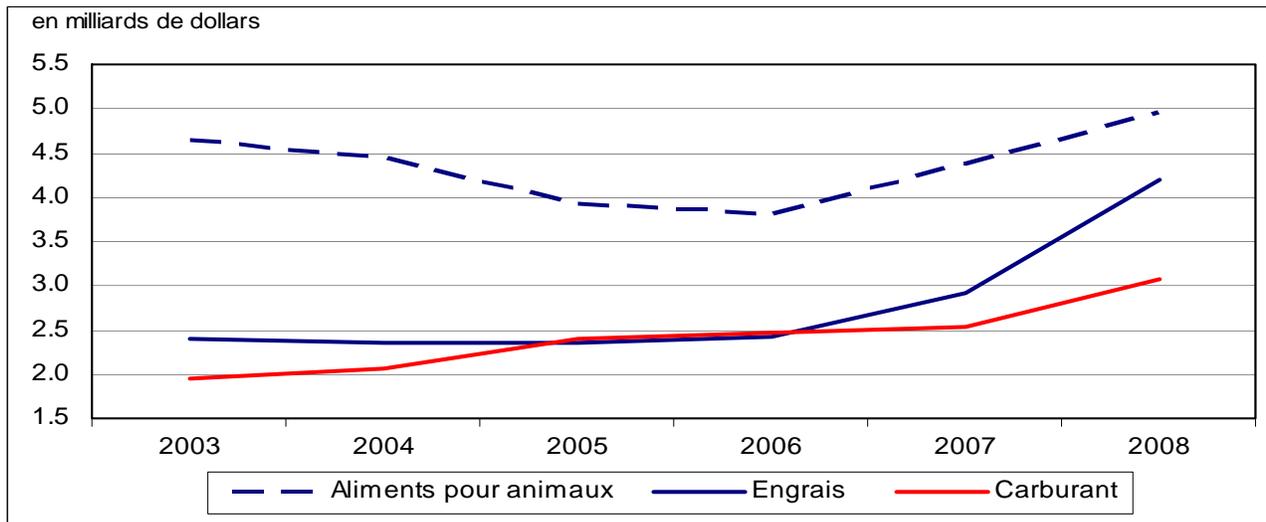
Source : Statistique Canada, Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, tableau 002-0005 dans CANSIM.

5 Le secteur du bétail a encore dû faire face à une baisse de revenus

Les éleveurs ont encore été confrontés à une baisse des revenus en 2008, et ce, alors qu'ils devaient composer avec la hausse des coûts des intrants. Les prix des aliments pour animaux, qui ont augmenté de 28,7 % en 2007, ont encore grimpé en 2008, principalement à cause de l'augmentation des prix des céréales, mais les prix moyens des bovins et des porcs sont demeurés inchangés en 2008 par rapport à 2007. Le coût total des aliments en dollars constants de 2002 a grimpé de 13,2 % par rapport à 2007, tandis que la production et le stock de porcs et de bovins ont connu une importante régression en 2008³ (figure 8). Les dépenses de combustible de chauffage ont également augmenté de 10,5 % par rapport à 2007. Si cette situation a touché tous les éleveurs, ceux du secteur porcin ont été particulièrement affectés, car ils devaient déjà composer avec la hausse des coûts des intrants conjuguée à une baisse considérable des revenus pour une troisième année consécutive.

3. Les stocks de fin d'année de porcs et de bovins de 2008 ont connu des baisses respectives de 11,8 % et de 5,1 % par rapport à 2007. Le nombre de veaux et de porcs nés en 2008 a régressé respectivement de 4,3 % et de 2,4 % par rapport à l'année précédente.

Figure 8 Dépenses agricoles pour les aliments pour animaux, les engrais et les carburants¹, Canada, 2003 à 2008



1. En dollars constants de 2002.

Nota : Le carburant comprend le diesel et le combustible de chauffage. L'indice des prix à la consommation (IPC) fondamental (2002=100) a été utilisé pour déflater les recettes exprimées en dollars courants en dollars constants.

Source : Statistique Canada, Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, tableau 002-0005 dans CANSIM.

L'état coût-prix avec lequel les éleveurs de porcs ont été aux prises a entraîné une restructuration de l'industrie et des fermetures de fermes au Canada. Les stocks de porcs ont poursuivi leur déclin en 2008. Les provinces qui ont été les plus touchées sont celles qui comptaient sur les exportations vers les États-Unis ou qui avaient subi une perte de leur capacité d'abattage (Statistique Canada, Statistique de porcs, vol. 8, n° 2). En 2008, de nombreux producteurs ont également eu recours au Programme de réforme des porcs reproducteurs⁴ du gouvernement fédéral pour réduire leur troupeau reproducteur. À la fin de 2008, le Canada comptait environ 8 510 exploitations d'élevage de porcs, soit 1 350 fermes de moins qu'une année auparavant; quant aux stocks, ils ont connu une diminution de 11,8 %.

Pendant les neuf premiers mois de 2008, les revenus des éleveurs de bovins et de veaux ont diminué de 3,8 % par rapport à la même période en 2007, et ce, en raison de la chute des recettes provenant des marchés intérieurs et d'exportation. Les exportations de bovins (nombre de têtes) ont progressé de 14,4 % en 2008, mais la baisse des prix et la presque parité du dollar canadien avec son homologue américain jusqu'à la fin de juillet ont entraîné un fléchissement des recettes provenant des exportations. La hausse des coûts des intrants a également eu des répercussions sur les producteurs en exerçant une pression à la baisse sur les recettes. Les stocks de bovins de fin d'année de 2008 du Canada ont régressé de 5,1 % par rapport à ceux de l'année précédente.

Le dollar canadien a amorcé sa dépréciation par rapport au dollar américain au début d'août 2008 pour atteindre 77 cents américains au début de décembre, sa valeur la plus faible depuis deux ans, avant de clôturer l'année à 82 cents américains. La possibilité d'une augmentation des recettes provenant des exportations d'animaux sur pied, qui aurait pu se concrétiser à la fin de l'année suite à la dépréciation du dollar canadien, s'est estompée, les États-Unis ayant commencé à prendre des mesures en vue de la mise en vigueur de la réglementation sur l'étiquetage obligatoire du pays d'origine (COOL).

4. Le 25 février 2008, le gouvernement du Canada a annoncé l'entrée en vigueur de nouvelles mesures fédérales pour venir en aide aux éleveurs. Le Programme de réforme des porcs reproducteurs a été lancé afin de contribuer à réduire le troupeau de porcs reproducteurs national de 10 % en plus des réductions annuelles normales. Selon le Conseil canadien du porc, organisme responsable de l'application du programme, ce dernier aurait contribué à réduire le troupeau de porcs reproducteurs de 12 %.

6 Le COOL risque de ne pas plaire au secteur du bétail canadien

Pendant le deuxième semestre de 2008, les États-Unis ont amorcé la mise en œuvre de la réglementation sur l'étiquetage obligatoire du pays d'origine (COOL) pour les produits de l'élevage et de la pêche. La réglementation est entrée en vigueur en mars 2009. Selon cette nouvelle réglementation, seule la viande provenant d'animaux nés, élevés et abattus aux États-Unis peut porter la mention « Produit des États-Unis ». L'étiquetage du pays d'origine mixte est obligatoire dans tous les autres cas. Par exemple, la viande d'animaux qui sont nés et qui ont été élevés au Canada et importés aux États-Unis par les exploitants d'abattoirs américains pour y être abattus devrait être étiquetée « Produit du Canada et des États-Unis ». La viande d'animaux nés au Canada, élevés et abattus aux États-Unis devrait également être étiquetée « Produit du Canada et des États-Unis ». Dans ces deux cas, les exploitants d'abattoirs et les détaillants doivent tenir des dossiers de l'origine des animaux.

Le COOL est essentiellement un obstacle technique au commerce (Fréchette, 2009) et une façon de différencier les produits importés des produits intérieurs. En outre, la réglementation exigera une intensification des efforts pour assurer une meilleure traçabilité et entraînera une augmentation des coûts à chaque étape du processus de production, depuis les parcs d'engraissement jusqu'à la vente au détail en passant par la transformation et l'abattage. Par exemple, les transformateurs/exploitants d'abattoir aux États-Unis devront séparer les animaux et exploiter des chaînes de production distinctes dans leurs installations, ce qui impliquera des coûts supplémentaires. Il serait difficile de faire supporter ces coûts supplémentaires par les consommateurs. Par conséquent, cela pourrait dissuader les exploitants d'abattoir américains d'acheter des animaux canadiens (MAECI, 2009). En effet, le COOL risque de limiter le marché pour les animaux sur pied canadiens aux États-Unis, comme le démontrent de manière incontestable les données sur les exportations de porcs.

Au cours du premier semestre de 2009, les exportations⁵ de porcs canadiens (nombre de têtes) ont chuté de 34,6 % par rapport à la même période en 2008. En 2008, les exportations de porcs avaient régressé de 6,7 % par rapport à 2007.

La réglementation COOL a également créé un climat d'incertitude dans certains marchés des bovins. En vertu de la réglementation, la date limite pour importer des bovins d'engraissement avec la mention « bœuf américain » avait été fixée au 15 juillet 2008. Les exportations de bovins (nombre de têtes) au cours des six derniers mois de 2008 ont reculé de 9,7 % par rapport à la même période l'année précédente. Durant le premier semestre de 2009, les exportations des bovins ont diminué de 31,7 % par rapport à la même période en 2008.

7 Alimentation et demande des consommateurs

7.1 Les problèmes de salubrité des aliments attirent l'attention générale

Tous les regards se sont braqués sur les problèmes de salubrité des aliments, car un certain nombre de cas de listériose ont été signalés pendant l'été 2008. Ces cas étaient liés à la consommation de produits de la viande prêts à manger contaminés provenant d'une usine d'emballage de viande en Ontario. Ces incidents ont entraîné un rappel généralisé de produits de la viande et quelques fermetures provisoires d'usine afin de remonter à la source de la contamination. Il y a eu 57 cas confirmés de listériose, qui ont causé ou contribué à causer 22 décès (Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 2009). Plus tard, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a mis en place des mesures de salubrité des aliments améliorées pour les usines de viande prête à manger.

En août et septembre 2008, plusieurs types de produits du fromage ont été rappelés au Québec et en Ontario à cause de la possibilité d'une contamination à la *Salmonella* et à la *Listeria*. S'ajoutent à la liste deux cas de contamination qui survenus en Ontario : une contamination à la salmonelle dans une usine de chocolat et des hamburgers vendus dans un établissement de restauration rapide contaminés par la bactérie *E. coli*.

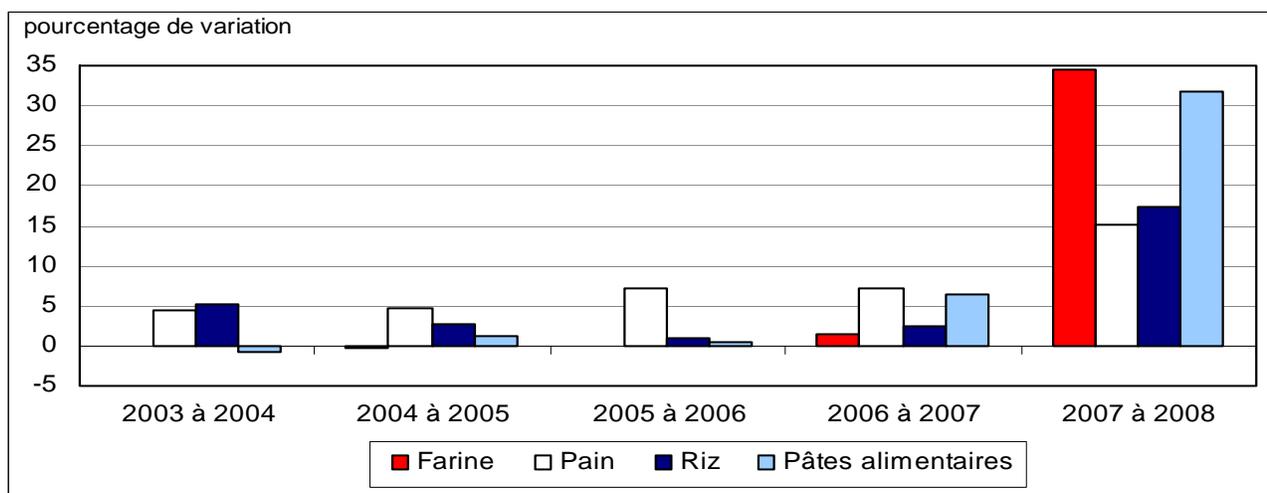
5. Plus de 98 % des exportations de porcs canadiens sont destinées aux États-Unis.

Après le dépistage d'une contamination à la mélamine de gluten de blé importé de Chine en 2007, les maladies et les décès d'enfants causés par du lait et des produits laitiers contaminés à la mélamine en Chine ont attiré l'attention du monde entier en 2008. En septembre et en octobre 2008, l'ACIA a émis des avis de rappel pour un certain nombre de produits alimentaires chinois importés ayant été fabriqués avec du lait contaminé à la mélamine.

7.2 Hausse considérable du prix de détail des produits alimentaires à base de céréales

La fluctuation des prix des produits de base sur les marchés mondiaux et la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du second semestre de l'année ont exercé des effets mixtes sur les prix de détail des produits alimentaires en 2008. Les prix de détail⁶ canadiens du riz et des produits alimentaires à base de blé, tels que la farine, le pain et les pâtes alimentaires, ont suivi la tendance à la hausse des prix mondiaux des céréales. Les prix de la farine ont bondi de janvier à juillet 2008, puis ont régressé à un rythme plus lent entre août et décembre pour clôturer l'année avec une augmentation annuelle moyenne de 34,5 % (figure 9A). En 2008, les prix du pain ont affiché une hausse constante de janvier à avril (environ 8,0 %), ont fluctué entre mai et septembre, ont augmenté de 3,2 % en octobre pour ensuite demeurer près de ce niveau pendant le reste de l'année. Dans l'ensemble, le prix moyen d'une miche de pain était, en 2008, supérieur de 15,1 % à celui de 2007. En moyenne, les pâtes alimentaires et le riz ont enregistré, en 2008, des hausses respectives de 31,9 % et de 17,4 % par rapport à l'année précédente sur le marché de la vente au détail.

Figure 9A Variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les produits alimentaires à base de blé et le riz, Canada, 2003 à 2008

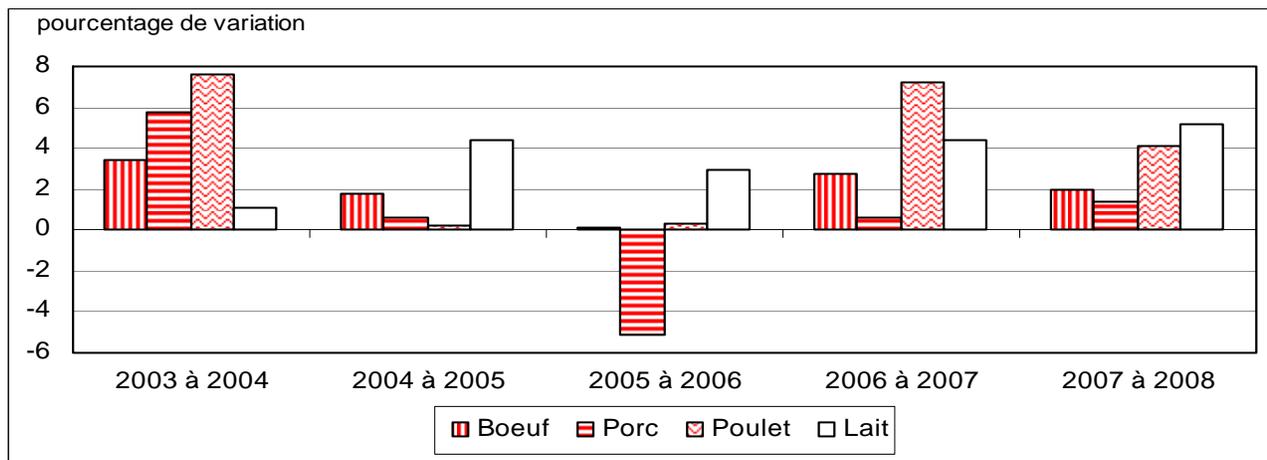


Source : Statistique Canada, Indice des prix à la consommation (IPC), panier de 2005, annuel (2002=100), tableau 326-0021 dans CANSIM.

Les prix de détail du bœuf et du porc sont demeurés relativement stables en 2008, affichant des augmentations annuelles moyennes respectives de seulement 2,0 % et de 1,4 % respectivement (figure 9B). En contraste, les prix de détail du poulet et du lait ont grimpé respectivement de 4,1 % et de 5,2 %. Sur une base moyenne annuelle, les prix de détail des fruits et légumes ont enregistré des hausses respectives de 1,6 % et de 1,4 % en 2008. Cependant, les prix de détail des légumes frais ont augmenté à la fin de l'année, en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse mensuelle la plus forte a été enregistrée entre octobre et novembre 2008, lorsque les prix de légumes frais affichaient une hausse de 20,0 %.

6. Les variations des prix de détail se fondaient sur les changements de l'indice des prix à la consommation (IPC) approprié.

Figure 9B Variations annuelles de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les produits alimentaires à base de bétail, Canada, 2003 à 2008

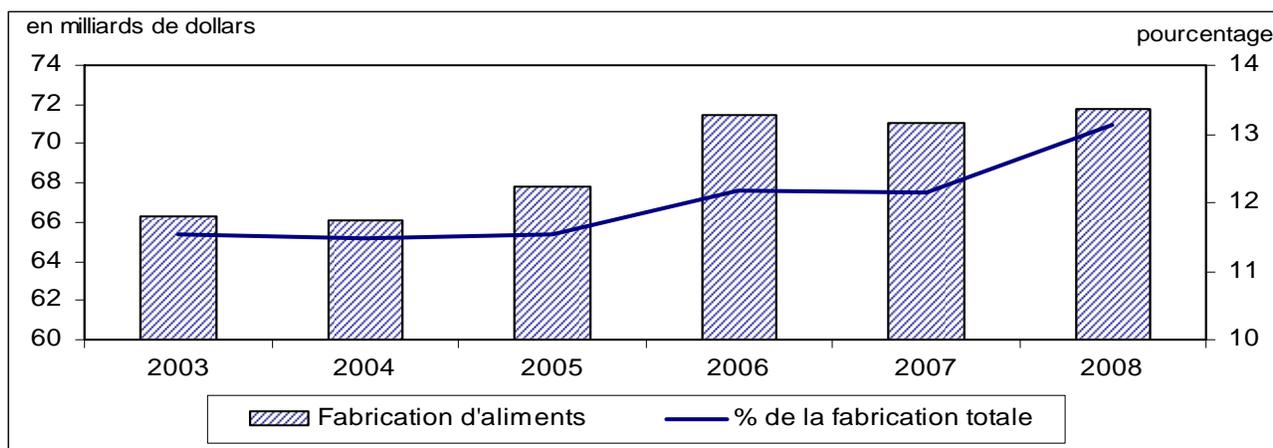


Source : Statistique Canada, Indice des prix à la consommation (IPC), panier de 2005, annuel (2002=100), tableau 326-0021 dans CANSIM.

Après la fabrication de matériel de transport, la fabrication d'aliments est la deuxième industrie manufacturière en importance au Canada. Les données de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières indiquent que les ventes du secteur de la fabrication d'aliments ont continué de progresser en 2008 (croissance de 1,0 % en chiffres annualisés) pour s'élever à 71,8 milliards, et que la part qu'elles représentaient dans la fabrication totale s'est hissée à 13,1 %, gagnant ainsi un point de pourcentage par rapport à 2007 (figure 10). Malgré le ralentissement économique, les ventes au détail totales d'aliments et de boissons⁷ se sont accrues de 5,5 % en chiffres annualisés en 2008, alors que les ventes au détail de tous les produits de base ont progressé de 3,4 %. Cela vient appuyer le fait selon lequel les commerces de fabrication d'aliments et de vente au détail d'aliments sont souvent perçus comme étant à l'abri de la récession, car la demande pour la vente au détail d'aliments est en majeure partie exempte des effets indésirables d'un ralentissement économique. Dans une économie développée, dans laquelle les dépenses pour les aliments constituent une proportion relativement faible des dépenses totales des ménages, les consommateurs sont moins enclins à réduire leurs dépenses d'épicerie, même pendant un ralentissement économique.

7. Calculées à partir des données de Statistique Canada sur les ventes au détail de produits de base (trimestriel) selon le secteur du commerce de la vente au détail, en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), tableau 080-0019 dans CANSIM.

Figure 10 Ventes du secteur de la fabrication d'aliments¹ et leur proportion par rapport au secteur manufacturier total, Canada, 2003 à 2008



1. En dollars constants de 2002.

Source : Calculées à partir des données de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, Division de la fabrication et de l'énergie, Statistique Canada.

8 Contribution du secteur agroalimentaire l'économie dans son ensemble

Selon l'Enquête sur la population active canadienne, il y avait environ 327 000 personnes employées dans le secteur de l'agriculture canadien en 2008, ce qui représentait 1,8 % de la population active canadienne. Ce nombre comprend les agriculteurs et toute la main-d'œuvre embauchée de 15 ans et plus. L'industrie de la fabrication d'aliments canadienne employait directement 226 252 personnes en 2008. L'industrie de la fabrication de boissons et de produits du tabac employait 26 695 autres personnes, ce qui totalise 252 947 travailleurs, soit 15,1 % du total de l'emploi dans le secteur de la fabrication.

Dans ce cas, le Canada est reconnu pour son économie ayant atteint sa pleine maturité en ce qui a trait à la contribution globale de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB). Les biens et services produits par l'agriculture et les industries des aliments⁸ combinées ont représenté dans l'ensemble environ 8 % du PIB canadien au cours des dernières années.

8.1 La contribution de l'agriculture à l'économie nationale s'est accrue

La valeur ajoutée nette⁹ est l'une des mesures de la contribution de l'agriculture à la production de biens et services de l'économie nationale. En 2008, la production agricole a ajouté une valeur nette de 14,9 milliards de dollars (en dollars courants) à l'économie du Canada, soit une augmentation de 5,4 milliards de dollars par rapport à 2007 (figure 11). La hausse des prix des céréales et des oléagineux, à laquelle s'est ajoutée une bonne production végétale, a grandement contribué à l'augmentation.

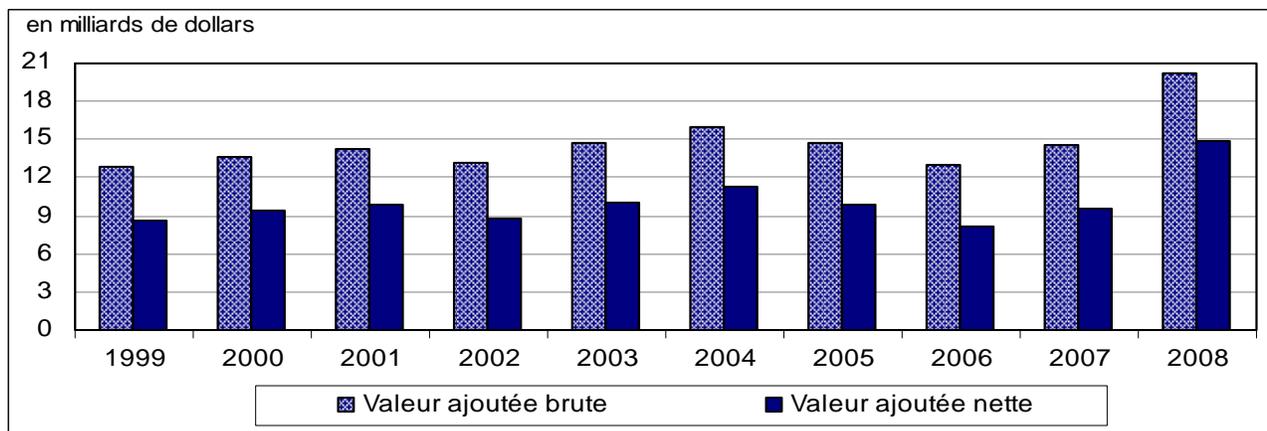
La valeur ajoutée nette selon l'agriculture dépend de facteurs climatiques qui touchent la production intérieure, notamment la température, la pluviosité, l'humidité et le gel, ainsi que de facteurs reliés au marché tels que la demande et l'offre mondiales de produits agricoles principaux qui se manifestent par l'entremise des variations de prix dans les marchés mondiaux. La sécheresse qu'ont connue les Prairies en 2002 et la dépression des prix des produits de base en 2005, qui s'est poursuivie jusqu'au troisième trimestre de 2006, ont été des

8. Notamment l'approvisionnement en intrants dans l'agriculture, la production primaire, la transformation des aliments, la vente en gros/de détail d'aliments et les services alimentaires.

9. La valeur ajoutée nette est dérivée en retranchant la dépréciation de la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée brute est calculée en additionnant la valeur totale de la production du secteur agricole, ce qui inclut les paiements de programme, et en soustrayant les coûts connexes de production (dépenses pour les intrants et taxes d'affaires).

facteurs qui ont influé sur le recul de la valeur ajoutée nette au cours de ces années. Les hausses de prix sur les marchés des céréales et des oléagineux et une bonne production ont permis à la valeur ajoutée nette de se rétablir en 2007 et de connaître une hausse en 2008.

Figure 11 Valeur ajoutée brute et nette selon l'agriculture¹, Canada, 1999 à 2008



1. En dollars courants.

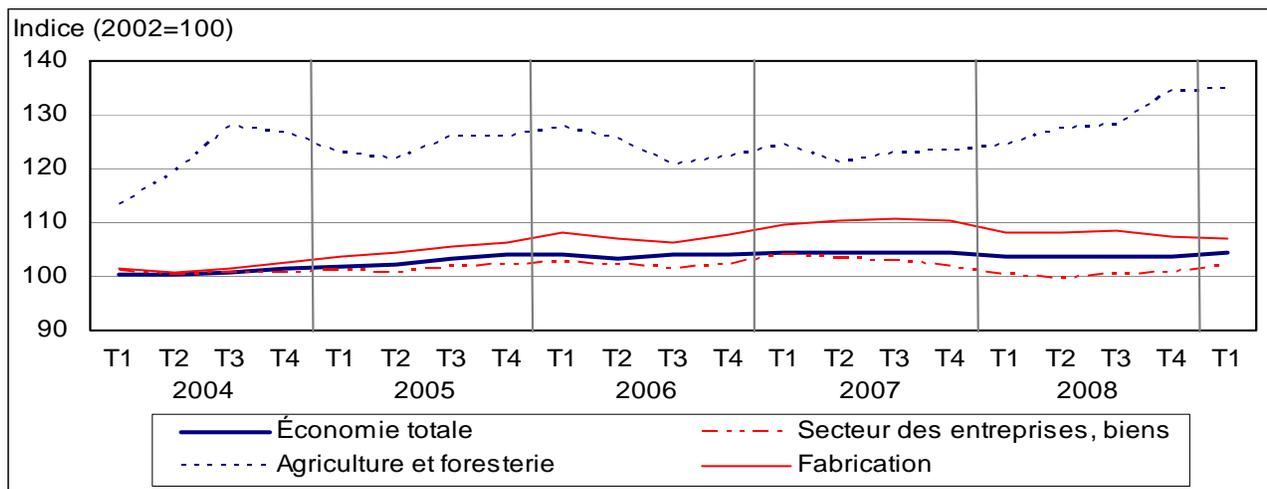
Source : Statistique Canada, Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel, tableau 002-0004 dans CANSIM.

8.2 Productivité du travail

Dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, la productivité du travail¹⁰ a progressé de 4,6 % en 2008 (figure 12). Au cours des cinq dernières années, ce secteur a enregistré un accroissement de la productivité du travail à un taux annuel moyen de 3,8 %. Le taux le plus rapide de tous les principaux secteurs d'affaires produisant des biens et nettement supérieur à la moyenne de l'économie dans son ensemble. En plus de la mécanisation continue de l'agriculture grâce à l'adoption par les agriculteurs de technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre et de faire augmenter le rendement, et grâce à de meilleures pratiques de gestion agricole, la croissance de la productivité en 2008 a été en grande partie attribuable à l'augmentation du rendement et de la production des céréales et d'oléagineux.

10. La productivité du travail est mesurée comme le ratio du PIB réel par rapport aux heures travaillées. En termes de PIB, la production agricole représente environ les deux tiers du secteur. De 2002 à 2005, la dernière année pour laquelle des données désagrégées sont disponibles, la productivité du travail a progressé de 19,5 % dans le secteur agricole et de 8,4 % dans le secteur de la foresterie.

Figure 12 Croissance de la productivité du travail dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie, 2004 à 2008



Source : Statistique Canada, Indices de la productivité du travail et d'autres variables connexes, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), désaisonnalisé, trimestriel (indice, 2002=100), tableau 383-0012 dans CANSIM.

9 Commerce agricole

9.1 Les gains réalisés sur les exportations agricoles du Canada ont enregistré une progression de 18,7 % en 2008

Le Canada, qui est l'un des principaux pays commerçant en agroalimentaire, a continué d'exporter davantage de produits agroalimentaires qu'il en a importés en 2008. Par conséquent, l'excédent commercial du pays en produits de l'agriculture et de la pêche a grimpé, passant de 8,9 milliards de dollars en 2007 à 12,3 milliards de dollars (tableau 3).

Tableau 3 Commerce des produits de l'agriculture et de la pêche¹, Canada, 2007 à 2008

Produits échangés	2007	2008	2008	2007 à 2008
	en millions de dollars		% du total	% de variation
Exportations :				
Animaux sur pied	2 428	2 326	5,7	-4,2
Viande et préparations à base de viande	4 143	4 637	11,3	11,9
Poisson, frais, congelé, en conserve et autrement préservé	4 293	4 249	10,4	-1,0
Blé	4 638	6 868	16,8	48,1
Farine de blé	76	100	0,2	32,3
Orge	483	692	1,7	43,4
Autres céréales non moulues	607	889	2,2	46,5
Autres préparations céréalières	2 537	2 906	7,1	14,5
Canola (colza)	2 264	3 876	9,5	71,3
Autres produits végétaux bruts	1 957	2 379	5,8	21,5
Boissons alcoolisées	871	860	2,1	-1,3
Autres aliments, aliments pour animaux, boissons et tabac	10 126	11 076	27,1	9,4
Total des exportations	34 421	40 858	100,0	18,7
Importations :				
Animaux sur pied	181	191	0,7	5,4
Viande et préparations à base de viande	1 935	2 050	7,2	5,9
Poisson et animaux marins	1 896	1 909	6,7	0,7
Produits laitiers, œufs et miel	626	636	2,2	1,6
Maïs égrené	548	705	2,5	28,7
Autres céréales et préparations céréalières	1 725	2 105	7,4	22,0
Fruits frais et baies	2 501	2 764	9,7	10,5
Fruits secs, fruits et préparations à base de fruits	1 351	1 490	5,2	10,2
Légumes frais	1 922	1 993	7,0	3,7
Autres légumes et préparations à base de légumes	1 470	1 632	5,7	11,0
Produits végétaux bruts	1 198	1 495	5,2	24,8
Cacao, café, thé et autres préparations	4 060	4 653	16,3	14,6
Boissons	3 198	3 503	12,3	9,5
Sucre et produits à base de sucre	1 351	1 535	5,4	13,6
Fourrages et aliments pour animaux, à l'exception des céréales non moulues	1 130	1 460	5,1	29,2
Tabac	395	377	1,3	-4,4
Coton	39	14	0,0	-63,9
Total des importations	25 526	28 511	100,0	11,7
Balance commerciale nette	8 895	12 347	--	38,8

1. En dollars courants.

Source : Statistique Canada, Importations et exportations de marchandises par groupes principaux et par marchés principaux, sur base de la balance des paiements, pour tous les pays, annuel, tableau 228-0003 dans CANSIM.

Les exportations canadiennes de produits de l'agriculture et de la pêche ont augmenté de 18,7 % par rapport à 2007 pour atteindre 40,9 milliards de dollars en 2008. Cette hausse est due principalement à la force du blé, du canola, de l'orge et de la viande. La demande mondiale pour le canola a continué de croître par suite de l'augmentation de son utilisation dans la production de biocarburant et de la préférence croissante des consommateurs pour des huiles de cuisson contenant des quantités relativement faibles d'acides gras saturés.

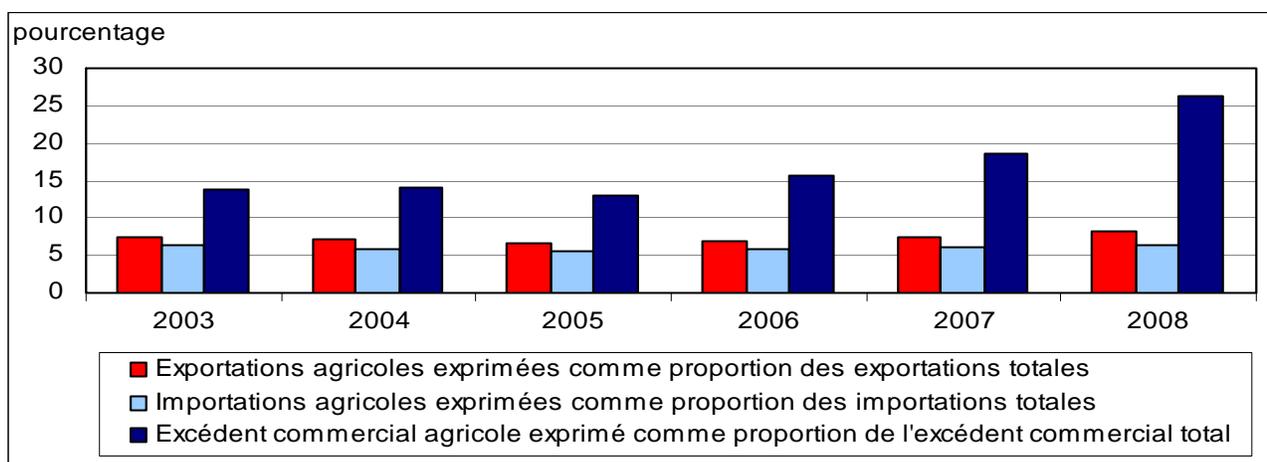
La combinaison de ces forces a exercé une pression haussière sur les prix du canola sur les marchés internationaux, particulièrement pendant le premier semestre de 2008. Par conséquent, la valeur des exportations de canola a grimpé à 3,9 milliards de dollars en 2008, en hausse de 71,2 % par rapport à 2007. La valeur des exportations de blé a augmenté de 48,1 % pour atteindre 6,9 milliards de dollars. Cette hausse était due à l'effet combiné de la croissance des prix résultant de la faiblesse des stocks mondiaux de blé et de la forte demande venant de pays comme l'Inde et la Chine.

Après le choc causé par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 2003-2004, les exportations d'animaux sur pied ont commencé à reprendre le dessus en 2005, reprise qui s'est poursuivie jusqu'en 2007. La valeur des exportations d'animaux sur pied a fléchi de 4,2 % par rapport à 2007 pour s'établir à 2,3 milliards de dollars en 2008, et ce, en raison des faibles prix du bétail, de la presque parité du dollar canadien avec le dollar américain au cours du premier semestre de l'année et de certaines exigences de la réglementation sur l'étiquetage obligatoire du pays d'origine (COOL) des États-Unis pendant la dernière partie de l'année.

La valeur des importations de produits de l'agriculture et de la pêche a augmenté de 11,7 % pour atteindre 28,5 milliards de dollars en 2008, toutes les principales catégories ayant enregistré des hausses. Seuls deux articles mineurs, soit le tabac et le coton, ont connu des baisses sur le plan des importations. Les importations de fourrage et d'aliments pour animaux ont grimpé de 29,2 % pour se chiffrer à environ 1,5 milliard de dollars, une croissance causée principalement par la hausse des prix des aliments pour animaux. Les importations de maïs, un intrant important pour le biocarburant, se sont accrues de 28,7 %, l'industrie canadienne du biocarburant ayant poursuivi son expansion en 2008. Les importations de maïs se sont élevées à 705 millions de dollars, en hausse par rapport à 548 millions de dollars en 2007.

L'excédent commercial agricole exprimé comme proportion de l'excédent commercial total a progressé considérablement en 2008 (figure 13). La proportion de l'excédent commercial agricole dans l'excédent commercial total a fluctué de 1999 à 2004 et a atteint 12,9 % en 2005, son niveau le plus faible en dix ans (1999 à 2008). La proportion a commencé à augmenter en 2006 et s'est élevée à 26,3 % en 2008, son niveau le plus élevé des dix dernières années.

Figure 13 Proportion du commerce de produits de l'agriculture et de la pêche par rapport au commerce total, Canada, 2003 à 2008



Source : Statistique Canada, Importations et exportations de marchandises par secteur et sous-secteur, sur base douanière et sur base de la balance de paiements, pour tous les pays, annuel, tableau 228-0043 dans CANSIM.

Notes finales

Le revenu agricole net total¹¹ est monté en flèche en 2008 pour se hisser à 6,1 milliards de dollars comparativement à 1,0 milliard de dollars en 2007, porté par l'augmentation des stocks de cultures en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba et en Ontario. Alors que les producteurs de cultures ont profité de la hausse des prix et d'une bonne récolte, de nombreux éleveurs ont été affectés par la hausse des coûts des aliments, par le fléchissement des prix découlant de la vigueur du dollar canadien ainsi que par l'incertitude créée par la réglementation COOL aux États-Unis.

Les statistiques du bétail diffusées en août 2009 montrent clairement les répercussions du règlement COOL sur les exportations canadiennes de bovins et de porcs. Au cours du premier semestre de 2009, les exportations de bovins et de porcs (nombre de têtes) ont diminué d'environ un tiers par rapport à la même période en 2008.

Les producteurs de cultures canadiens prévoient des reculs des rendements et de la superficie récoltée des principales grandes cultures en 2009. Selon les estimations de l'Enquête sur les fermes de juillet, la production de toutes les principales grandes cultures, à l'exception du soya et du lin, devrait régresser en 2009, principalement par suite de températures plus basses que la normale pendant la saison de croissance et de conditions de grande sécheresse dans les principales régions productrices de cultures des provinces des Prairies.

Bibliographie

MAECI. 2009. Le Canada demande une autre ronde de consultations à l'OMC concernant la mention du pays d'origine sur les étiquettes aux États-Unis. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Salle des médias, Communiqué n° 123, 7 mai 2009.

Fréchette, J-D. 2009. COOL – L'étiquetage obligatoire du pays d'origine aux États-Unis. Bibliothèque du Parlement. Service d'information et de recherche parlementaire, Canada, janvier 2009.

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. 2009. Au-delà de la crise de la listériose : renforcer le système de salubrité des aliments. Rapport du Sous-comité sur la salubrité des aliments, Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, Chambre des communes, Parlement du Canada, juin 2009.

11. Le revenu agricole net total rajuste le revenu net réalisé en tenant compte des variations des stocks à la ferme de cultures et de bétail. Le revenu agricole net réalisé est la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation des agriculteurs moins l'amortissement plus le revenu en nature.